

Projet de loi de programmation de l'exécution des peines

Réunion de groupe - Assemblée nationale, 10 janvier 2012

Il y a un an, nous lançons un plan national pour réduire les délais d'exécution des peines : ce plan ambitieux fixait des objectifs aux juridictions ayant accumulé le plus de retard, et renforçait leurs moyens. Ces moyens exceptionnels ont porté leurs fruits : le nombre de peines en attente d'exécution est passé de 100 000, en 2010, à 85 000 en 2011.

Ces résultats doivent désormais être pérennisés et amplifiés : une justice efficace, c'est une justice dont les décisions sont suivies d'effets. C'est le sens du projet de loi de programmation pour l'exécution des peines que le président de la République m'a demandé de présenter au nom du Gouvernement.

Pour exécuter plus rapidement et plus efficacement les peines prononcées, il faut agir sur tous les maillons situés en aval de la chaîne pénale. Tel est l'objectif des trois volets du projet de loi de programmation.

I. Premier volet du texte : garantir une exécution effective et rapide des peines

- Ce projet vise d'abord à agrandir et à diversifier le parc carcéral, à hauteur non seulement des besoins actuels, mais aussi des besoins que l'on peut anticiper d'ici 2017 : nous porterons ainsi le nombre de places à 80 000 à l'horizon 2017

Le ministère de la justice et des libertés aura les moyens de régler durablement le problème de la surpopulation carcérale : il en va de la dignité des conditions de vie assurées aux détenus, actuels et futurs.

- Nous ouvrirons également des établissements assurant des prises en charge diversifiées, mieux adaptés à la diversité de profil des détenus, les uns à sécurité renforcée et les autres davantage axés sur la préparation à la sortie.

On ne saurait continuer à enfermer dans les mêmes conditions un récidiviste condamné à une lourde peine et un primo-délinquant condamné à quelques mois de prison. C'est à la fois dangereux pour la sécurité des personnels et des détenus, contraire à l'objectif de prévention de la récidive et coûteux pour l'administration pénitentiaire.

Nous ne disposons pas aujourd'hui d'établissements pour courtes peines en nombre suffisant, alors que 50% des peines en attente d'exécution sont des peines inférieures ou égales à 3 mois.

Une partie de la population pénale présente des troubles psychiatriques, cela requiert des structures adaptées.

- La création des nouvelles places en 5 ans représentera un effort sans précédent, dont le coût d'investissement est chiffré à 3 milliards d'euros et 6 000 emplois pénitentiaires créés.

Nous avons veillé à optimiser ce coût :

- construire des établissements spécifiques pour courtes peines, dont les contraintes de sécurité seront allégées, contribue à modérer notablement le coût global du projet ;
- l'impact budgétaire sera limité sur les deux premières années de la programmation (2013-2014) et concentré sur la période 2015-2017 ; respectant ainsi, la trajectoire de réduction du déficit public définie par l'actuelle loi de programmation des finances publiques.

- Le projet de loi renforce, également, les services de l'application et de l'exécution des peines, en leur affectant des moyens humains supplémentaires.
- Pour permettre une prise en charge immédiate de tous les condamnés, le texte prévoit en outre de généraliser les bureaux d'exécution des peines à toutes les audiences dans chaque juridiction.
- Parce que la situation des victimes constitue notre priorité, j'ai souhaité que le projet de loi généralise également les bureaux d'aide aux victimes à tous les tribunaux de grande instance.

II. Deuxième objectif du projet : renforcer les dispositifs de prévention de la récidive criminelle

L'actualité récente a montré la nécessité de renforcer encore nos moyens d'évaluation et de suivi.

- Le texte prévoit d'abord la généralisation du diagnostic à visée criminologique (DAVC), déjà expérimenté avec succès sur plusieurs sites.

Il est, en effet, indispensable de conduire une évaluation pluridisciplinaire, rigoureuse et systématique, de chaque condamné pour déterminer un régime de détention adapté et un parcours d'exécution des peines orienté vers la prévention de la récidive.

- Le texte prévoit ensuite le développement de l'évaluation pluridisciplinaire des condamnés à de longues peines, qui présentent un degré de dangerosité supérieur, par la création de trois nouveaux centres nationaux d'évaluation. Cette évaluation interviendra en complément de l'expertise psychiatrique.

Ces trois centres supplémentaires permettront de procéder annuellement à l'évaluation de 1 600 condamnés.

- Mieux prévenir la récidive suppose aussi un meilleur contrôle de l'effectivité des soins : le projet de loi précise la périodicité et le contenu des certificats médicaux qui devront être remis au condamné pour qu'il justifie de la régularité et de la réalité de ses soins en détention auprès du juge de l'application des peines.

Je souhaite également que nous renforçons l'information des médecins et psychologues qui suivront les condamnés soumis à une obligation de soins psychiatriques ou psychologiques.

- Nous renforcerons par ailleurs les moyens des services pénitentiaires d'insertion et de probation, tout en améliorant leurs méthodes de prise en charge et leur organisation.

III. Troisième volet de la loi de programmation : garantir une meilleure prise en charge des mineurs délinquants

- Parce qu'une mesure judiciaire prononcée à l'encontre d'un mineur doit être exécutée dans un temps très proche de la commission des faits, le projet de loi impose désormais que le mineur soit convoqué par le service éducatif dans

un délai maximum de cinq jours à compter de la date du jugement. 120 postes d'éducateurs seront créés pour garantir l'effectivité de cette mesure.

- Il est par ailleurs prévu de renforcer les capacités d'accueil des centres éducatifs fermés : outil efficace contre la récidive, ils offrent une réponse pertinente aux mineurs les plus ancrés dans la délinquance.
- Enfin, le projet de loi étend le renforcement des moyens de suivi pédopsychiatrique dans les CEF à l'ensemble de ces établissements, pour permettre une meilleure prise en charge des mineurs présentant des troubles du comportement.

Ce projet de loi fixe des objectifs ambitieux à la justice en matière d'exécution des peines, car il en va de son efficacité et de sa crédibilité. Et il lui donne aussi les moyens de les atteindre.

Je vous remercie.